

Un ministre à saute-frontière porteurs de



François Loos, ministre du Commerce extérieur : « Pourquoi ne pas imaginer au coeur de ce laboratoire des dispositions légales intermédiaires ». Photo ER

Le ministre du commerce extérieur découvrait hier la dynamique économique luxembourgeoise. Et les industriels lorrains.

LUXEMBOURG. - Promis juré, de retour à Bercy lundi, François Loos va mettre dans les tuyaux un projet expérimental d'ajustement des charges sociales pour les patrons... luxembourgeois. Le ministre délégué au Commerce extérieur a fait une escale de deux jours au Luxembourg en revenant pour le week-end sur ses terres alsaciennes. « C'est marrant, même si dans ce secteur transfrontalier, des dizaines de milliers de Lorrains, de Belges mais aussi d'Allemands vont travailler chaque matin au Luxembourg, ce gisement

d'emplois du Grand-Duché pourrait aussi avoir des répercussions en France ». Jusque là rien de nouveau. En apparence seulement, car le ministre a eu des discussions étroites avec des représentants du patronat luxembourgeois. Et contrairement aux idées reçues, ces derniers ne sont pas hostiles à venir s'implanter de l'autre côté de la frontière, en Lorraine ! « C'est logique, au Luxembourg, les patrons paient des charges assez légères, mais c'est l'Etat qui aligne la différence. Si nous trouvons un dispositif de compensation, cela ne changerait pas grand chose pour ces dirigeants de développer aussi le bassin d'emploi côté français ». Le ministre a sa petite idée : « Il faut amplifier le concept d'euro-district. C'est pour l'instant un laboratoire, mais beaucoup d'emplois de demain se jouent ici. Il est vraiment intéressant de voir si on peut harmoniser ».

Nouvel eldorado

Ce genre de propos ne tombent pas dans l'oreille d'un sourd, puisque en prolongement d'une visite d'entreprise luxembourgeoise hier matin, François Loos a participé à un débat avec des chefs d'entreprises transfrontaliers de l'association Avenir Industrie qui réunit une soixantaine de patron du Pays-Haut. Son président Alain Nani est un pur produit du terroir et de l'époque. Il avait une trentaine d'années lorsque commença le déclin de l'eldorado sidérurgique. « J'ai repris en 1980 une entreprise artisanale de mécanique industrielle, il y avait une dizaine de salariés à l'époque. Nous sommes aujourd'hui une centaine ». Alain Nani a également créé une seconde entreprise au Luxembourg. Il est parfaitement placé pour décrire la disparité des charges sociales : « Si je dois vous recruter, je peux vous donner plus et ça me coûte moins cher au Luxembourg ». C'est-à-dire ? « Si je donne 1.000 euros brut à un salarié en France, il lui reste 770 net et je paie en tout 1.500 avec les charges patronales. Au Luxembourg, le salarié touche 890 pour 1.000 brut et cela coûte 1.130 à l'entreprise ».

Serge Hérédia de la société Semitul transporte plus de 600 salariés depuis une vingtaine d'années. Hier des ouvriers, aujourd'hui des employés du tertiaire. Il a doublé ses effectifs, mais avec les 20.000 emplois sur la future zone de développement luxembourgeoise à Belval, les promesses de développement sont encore plus enjôleuses. « Les flux ont complètement changé. Avant, les Luxembourgeois venaient travailler dans la sidérurgie. Maintenant, 12.000 passent la frontière chaque matin à Longwy. Avec Belval, il va falloir trouver de la souplesse et de l'intermodalité dans les modes de déplacement ». Pour l'instant, même si leurs homologues luxembourgeois font preuve d'un dynamisme fleurissant, les Français sont les premiers investisseurs dans le Grand Duché. Comme l'indiquaient hier les patrons lorrains au ministre : « On occupe ce terrain fertile ».